



## Conseil économique et social

Distr. générale  
26 avril 2022  
Français  
Original : anglais

---

### Forum politique de haut niveau pour le développement durable

Organisé sous les auspices du Conseil économique et social  
5-7 et 11-15 juillet 2022

**Reconstruire en mieux après la pandémie  
de maladie à coronavirus (COVID-19),  
tout en avançant sur la voie d'une mise  
en œuvre intégrale du Programme  
de développement durable à l'horizon 2030**

### Rapport du Forum arabe pour le développement durable

#### Note du Secrétariat

Par la présente, le Secrétariat transmet au forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2022, à titre de contribution, le rapport du Forum arabe pour le développement durable, organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et tenu du 15 au 17 mars 2022.



## Rapport du Forum arabe pour le développement durable

[Original: arabe]

### Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction . . . . .	1–6	3
I. Principaux messages issus du Forum arabe pour le développement durable en 2022 . . . . .	7	4
II. Séances et exposés . . . . .	8–90	6
A. Séance d'ouverture . . . . .	11–14	7
B. Séances plénières . . . . .	15–45	8
C. Séances spéciales . . . . .	46–78	14
D. Manifestations spéciales . . . . .	79–88	21
E. Séance de clôture . . . . .	89–90	23
III. Participation . . . . .	91–93	23
Annexe		
Documents finals des réunions préparatoires du Forum arabe pour le développement durable et du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2022 . . . . .		25

## Introduction

1. En collaboration avec la Ligue des États arabes et les entités des Nations Unies menant des activités dans la région arabe, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a organisé la session de 2022 du Forum arabe pour le développement durable tenue du 15 au 17 mars à Beyrouth, en présentiel et en ligne, sous la présidence du Royaume hachémite de Jordanie, et qui avait pour thème « Reprise et résilience ».
2. Le Forum arabe pour le développement durable est la plateforme régionale de haut niveau chargée de l'examen et du suivi de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région arabe. Les sept sessions précédentes du Forum se sont tenues à Amman en 2014 et 2016, à Manama en 2015, à Rabat en 2017, à Beyrouth en 2018 et 2019, et à distance en 2021.
3. La Déclaration de Doha sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Doha, 13-15 décembre 2016), adoptée par la CESAO à sa vingt-neuvième session, a établi le rôle du Forum, une réunion annuelle au cours de laquelle les gouvernements arabes et les parties prenantes du développement durable se rencontrent pour analyser les expériences nationales et régionales et examiner les mécanismes de mise en œuvre du Programme 2030 aux niveaux national et régional<sup>1</sup>. Les documents issus du Forum sont transmis au forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui se réunit tous les ans à New York, en juillet.
4. Le Forum arabe pour le développement durable a été précédé d'une série de réunions régionales, à savoir : 1) le Forum parlementaire de la région arabe sur le Programme 2030, qui avait pour thème « Reconstruire en mieux pour tous », (13 et 14 décembre 2021) ; 2) la réunion consultative sur les dimensions environnementales du Programme de développement durable, axée sur le rôle des solutions fondées sur la nature dans la préservation de la biodiversité, la lutte contre la désertification et le renforcement de la résilience (16 février 2022) ; 3) le Forum de la jeunesse et la réunion régionale des organisations de la société civile sur le développement durable (12-14 mars 2022).<sup>2</sup>
5. Le programme de travail du Forum prévoyait 11 séances plénières axées sur le thème principal, « Reprise et résilience », et sur les moyens de mise en œuvre sur le plan régional. Il a été question de la réalisation des cinq objectifs à examiner lors du forum politique de haut niveau (objectifs 4, 5, 14, 15 et 17). En outre, 12 séances spéciales axées sur des sujets prioritaires pour la région arabe, deux manifestations spéciales et une table ronde sur les examens nationaux volontaires étaient également programmées.
6. À l'issue des débats, le Forum a adopté un certain nombre de messages à transmettre au forum politique de haut niveau pour le développement durable qui sera organisé à New York du 5 au 15 juillet 2022, sur le thème « Reconstruire en mieux après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Les messages formulés reflètent le point de vue de la région arabe et visent à

<sup>1</sup> Le mandat du Forum découle d'un ensemble de résolutions de la CESAO, notamment : la résolution 327 (XXIX) relative au fonctionnement du Forum arabe pour le développement durable, adoptée à la vingt-neuvième session (Doha, 13-15 décembre 2016) ; la résolution 314 (XXVIII) concernant le Forum arabe pour le développement durable, adoptée à la vingt-huitième session (Tunis, 15-18 septembre 2014) ; la résolution 322 sur une stratégie et un plan d'action pour la mise en œuvre du Programme 2030, adoptée à la deuxième réunion du Comité exécutif de la CESAO (Amman, 14-16 décembre 2015).

<sup>2</sup> Le Forum de la jeunesse et la réunion régionale des organisations de la société civile sur le développement durable ont été organisés à Beyrouth du 12 au 14 mars 2022.

faciliter la compréhension des priorités régionales au regard du thème de la réunion de 2022 du forum politique de haut niveau et des objectifs qui y seront examinés.

## **I. Principaux messages issus du Forum arabe pour le développement durable en 2022**

7. De nombreux messages formulés à l'issue des débats visent à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 de manière générale et la réalisation des objectifs examinés en particulier. D'autres ont trait à la reprise dans la région après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et aux moyens d'y renforcer la résilience. On mentionnera les principaux messages suivants :

### **Objectif 4**

a) Procéder à une évaluation globale des effets de la pauvreté et des manques dans le domaine de l'éducation, deux problèmes qui se sont considérablement aggravés pendant la pandémie, et s'employer à y remédier au moyen de politiques adéquates et fondées sur des données probantes en vue d'améliorer l'accès aux services éducatifs ainsi que la qualité de l'enseignement et d'assurer la gouvernance inclusive du système éducatif ;

b) Offrir à tous une éducation numérique de qualité et, à cette fin, investir dans l'ensemble des infrastructures nécessaires, combler la fracture numérique entre les sexes, élaborer des programmes d'enseignement appropriés et fournir un soutien aux enseignants et aux apprenants, les secteurs public et privé devant unir leurs efforts dans ce domaine ;

c) Accélérer la réforme des systèmes d'éducation et de formation et mettre régulièrement à jour les programmes d'enseignement de façon à ce qu'il y soit tenu compte de l'évolution des besoins du marché du travail et de la société, en accordant une attention particulière aux compétences et en suivant le rythme des avancées technologiques.

### **Objectif 5**

a) Poursuivre l'action menée pour améliorer l'accès des femmes aux lieux publics et y garantir leur sécurité en vue d'assurer la pleine participation des femmes à la vie publique, notamment à l'activité économique dans les secteurs nouveaux ;

b) Repousser les idées négatives relatives à l'émancipation des femmes et à l'égalité des sexes qui sont prégnantes dans nos sociétés en s'appuyant sur les programmes d'enseignement, les médias, les organisations de la société civile et les travaux de recherche universitaire.

### **Objectif 14**

a) Préconiser la mise en œuvre de stratégies intégrées et transparentes pour la gestion des pêches et de l'aquaculture afin de préserver la biodiversité et de maintenir la durabilité des moyens de subsistance liés aux mers et à l'océan dans les pays arabes, ces stratégies devant prendre en compte la gestion des déchets afin de prévenir le déversement de matières plastiques dans les zones marines ;

b) Renforcer les mécanismes de coopération, accroître le financement et renforcer les capacités dans la région en vue de recueillir les données relatives à l'objectif de développement durable n° 14 et d'accumuler les connaissances nécessaires à la conservation des ressources marines et à l'élaboration de stratégies efficaces de gestion des pêches.

### Objectif 15

a) Tirer parti des solutions fondées sur la nature et des effets de synergie qu'offre la mobilisation mondiale dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030, des conventions des Nations Unies relatives aux changements climatiques, à la biodiversité et à la dégradation des terres et de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes ;

b) Mener des évaluations régionales et interrégionales pour mieux comprendre les risques transfrontières, notamment ceux liés aux tempêtes de sable et de poussière, et déterminer quelles mesures régionales peuvent être prises dans le cadre de la coopération afin de prévenir ces risques.

### Objectif 17

a) Inviter les gouvernements à réfléchir aux moyens d'établir des échanges réguliers entre les ministères de la planification et des finances afin de renforcer la coordination à toutes les étapes des cycles de planification et d'établissement des budgets publics, en envisageant le passage à une budgétisation qui tienne compte des objectifs de développement durable ;

b) Souligner que, pour assurer un relèvement inclusif, il faut non seulement accroître les dépenses mais également les engager de manière judicieuse dans des domaines essentiels, et améliorer la gestion et l'efficacité des dépenses publiques ;

c) Promouvoir la solidarité entre les pays de la région en vue d'atténuer les risques que fait peser la guerre récente en Ukraine sur la région arabe, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la reconstitution des réserves alimentaires ;

d) Affirmer l'importance de coopération entre les institutions financières internationales et promouvoir le cofinancement en vue de disposer des ressources nécessaires au relèvement après la pandémie de Covid-19 et au renforcement de la résilience, et accroître l'assistance internationale aux pays à revenu intermédiaire afin que ceux-ci puissent se relever ;

e) Souligner qu'il importe d'adopter des méthodes complètes de collecte et de communication des données aux niveaux local et infranational de façon à assurer la flexibilité, à ne laisser personne de côté et à communiquer avec efficacité les informations aux responsables de la planification et de l'examen au niveau national, et d'établir des liens entre l'examen de la mise en œuvre du Programme 2030 à tous les niveaux et les dispositifs de contrôle et d'application du principe de responsabilité, notamment les parlements et les cours des comptes ;

f) Resserrer la coordination entre tous les producteurs de données afin de disposer de plus de données précises de meilleure qualité et mieux exploiter les données tirées des registres administratifs et les technologies modernes permettant d'obtenir des données, notamment les recensements ;

g) Renforcer le partenariat entre les pouvoirs publics, le secteur privé et les autres parties prenantes pour faire en sorte que chacun et chacune ait effectivement et facilement accès, dans des conditions d'égalité et à un coût abordable, à des services technologiques et à des produits numériques, notamment en temps de crise, de façon à répondre aux besoins des personnes qui pourraient être laissées de côté, dont les femmes, les habitants des zones rurales et les personnes en situation de handicap.

### **Reprise et résilience**

a) Renforcer le dialogue et la coordination entre les ministères de l'environnement, des finances, de l'économie, de la planification, de l'agriculture, de l'énergie et de l'industrie, et renforcer le cadre stratégique et réglementaire visant à mobiliser un financement vert, afin de parvenir à une reprise verte après la pandémie de COVID-19 ;

b) Renforcer les capacités des institutions publiques nationales, qui jouent un rôle central dans l'établissement du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix ;

c) Mettre en place un marché régional de la santé et des partenariats public-privé dans le secteur de la santé afin de réduire les obstacles logistiques et bureaucratiques jalonnant les chaînes d'approvisionnement dans la région, en garantissant la protection des droits des patients ;

d) Les gouvernements des pays arabes doivent étendre les programmes de protection sociale à tous les groupes de population, notamment aux plus vulnérables, tels les enfants, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les femmes, les personnes travaillant dans le secteur informel et dans l'économie rurale, ainsi qu'à l'ensemble des travailleurs migrants, aux réfugiés et aux personnes en situation de déplacement, étant donné que la protection sociale universelle et le principe consistant à ne laisser personne de côté, énoncé dans le Programme 2030, font l'objet d'un consensus régional.

e) Adopter des réglementations et des mesures d'incitation qui permettent aux startups du numérique de prospérer et de poursuivre leurs activités après la pandémie, en particulier dans des secteurs tels que le commerce en ligne, la technologie financière, la livraison et les services logistiques.

## **II. Séances et exposés**

8. En plus des séances d'ouverture et de clôture, 11 séances plénières ont été organisées sur le thème principal du Forum, « Reprise et résilience ». Les questions ci-après y ont été abordées :

Première séance : Examen de l'objectif de développement durable n° 4 (Éducation de qualité)

Deuxième séance : Examen de l'objectif de développement durable n° 5 (Égalité entre les sexes)

Troisième séance : Dialogue de haut niveau – Dialogue entre les ministères du plan et les ministères des finances : Viser une plus grande cohérence pour reconstruire en mieux et atteindre les objectifs de développement durable

Quatrième séance : Débat thématique sur l'action multipartite visant à assurer une reprise verte

Cinquième séance : Débat thématique sur la reprise dans les pays arabes les moins avancés

Sixième séance : Examen de l'objectif de développement durable n° 14 (Vie aquatique)

Septième séance : Examen de l'objectif de développement durable n° 15 (Vie terrestre)

Huitième séance : Débat thématique sur l'action multipartite favorisant une transformation numérique au service d'une reprise verte

Neuvième séance : Débat thématique sur les chaînes d'approvisionnement régionales axées sur la santé visant à faciliter la reprise et à améliorer la préparation aux chocs futurs

Dixième séance : Débat thématique sur l'inclusion sociale facilitée par la reprise

Onzième séance : Dialogue spécial avec la jeunesse de la région arabe au sujet du rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies intitulé « Notre Programme commun »

9. Par ailleurs, dans le cadre du Forum, 12 séances spéciales axées sur des questions prioritaires dans la région arabe ont été organisées : 1) Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes ; 2) mécanisme de suivi des dépenses sociales ; 3) normes sociales et violence fondée sur le genre ; 4) jeunes passant de l'apprentissage à un travail décent dans la région arabe : obstacles et possibilités ; 5) comment les institutions supérieures de contrôle des finances publiques peuvent-elles faciliter la reprise après la pandémie de COVID-19 et la réalisation des objectifs de développement durable dans la région arabe ? ; 6) risques climatiques transfrontières dans la région arabe : approches et solutions ; 7) renforcer la résilience face à la COVID-19 et aux changements climatiques dans les zones urbaines grâce à des solutions novatrices ; 8) promouvoir l'action visant à éliminer la faim dans la région arabe : défis et voie à suivre ; 9) examen des méthodes et ressources modernes de collecte de données visant à améliorer la qualité des données pour assurer un relèvement inclusif et atteindre les objectifs de développement durable dans la région arabe ; 10) transformation technologique dans le secteur des transports : obstacles et possibilités dans la région arabe ; 11) prise en compte de la nature dans les investissements du secteur privé : énergies renouvelables respectueuses de la nature et écotourisme dans la région arabe ; 12) rôle des médias et de la publicité dans la promotion de l'émancipation économique des femmes dans les pays arabes.

10. Deux manifestations spéciales étaient en outre prévues dans le programme de travail du Forum. La première était consacrée au rapport sur le financement du développement durable en Égypte. Lors de la seconde, le prix du contenu numérique arabe a été décerné. Enfin, la table ronde sur les examens nationaux volontaires était consacrée à l'examen et au suivi de la mise en œuvre du Programme 2030 à l'échelle infranationale et à la question de la lutte contre les inégalités.

## A. Séance d'ouverture

11. Le Ministre jordanien du plan et de la coopération internationale, Nasser Shraydeh, en sa qualité de Président du Forum arabe pour le développement durable en 2022, la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies, Amina Mohammed, le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, Ahmed Aboul Gheit, et la Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutive de la CESAO, Rola Dashti, ont pris la parole à la séance d'ouverture. Les déclarations portaient sur la situation dans la région arabe et les difficultés qui y sont rencontrées ainsi que sur les moyens d'y renforcer la résilience et de faire en sorte que la région remédie aux conséquences de la pandémie de COVID-19. Elles étaient également axées sur l'interdépendance des sociétés et des économies et sur les répercussions de la crise récente en Ukraine dans la région arabe.

12. En prélude à l'examen des grandes questions dont le Forum était saisi, un film documentaire a été diffusé. Il y est question des obstacles de taille auxquels la région

arabe doit faire face sur la voie du développement durable deux ans après le début de la pandémie de COVID-19, qui a exacerbé les problèmes structurels entravant la réalisation des objectifs de développement durable, des objectifs à l'examen et des mesures à prendre pour lever les obstacles et accélérer la réalisation de ces objectifs.

13. Le Secrétaire exécutif adjoint de la CESAO, Mounir Tabet a affirmé que la coopération régionale, la solidarité communautaire et l'investissement dans les populations de la région permettraient de reconstruire en mieux. Il a animé la partie intergouvernementale de la séance, lors de laquelle les représentantes et représentants de 14 États arabes ont brièvement présenté les plans gouvernementaux actuels ou futurs visant à réformer et à renforcer les systèmes de protection sociale conformément aux engagements pris par ces pays dans la déclaration adoptée à l'issue du Forum ministériel arabe tenu le 30 novembre 2021, concernant l'avenir de la protection sociale dans la région arabe et la définition d'une vision de la réalité après la pandémie de COVID-19, ainsi que dans la déclaration de Riyad, sur la reprise après la COVID-19 et le soutien aux groupes fragiles et vulnérables pendant les épidémies et en temps de crise, publiée le 22 décembre 2021 à l'issue de la Conférence des ministres des affaires sociales et des conseils ministériels arabes chargés des secteurs sociaux.

14. Les représentantes et représentant des pays ci-après ont pris la parole dans l'ordre alphabétique arabe des noms des États : Royaume hachémite de Jordanie, Émirats arabes unis, République tunisienne, République algérienne démocratique et populaire, République arabe syrienne, République du Soudan, République d'Iraq, Sultanat d'Oman, État du Qatar, République libanaise, République arabe d'Égypte, Royaume du Maroc, République islamique de Mauritanie et République du Yémen.

## B. Séances plénières

### *Première séance – Examen de l'objectif de développement durable n° 4 (Éducation de qualité)*

15. M<sup>me</sup> Karma El-Hassan, professeur spécialisée dans l'évaluation et la comparaison en psychopédagogie à l'Université américaine de Beyrouth, a animé la séance, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : M. Saddal Sayyaleh, Directeur exécutif de « I Learn Jordan » (Jordanie) ; M<sup>me</sup> Alexa Joyce, directrice chargée de la transformation numérique et des compétences pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique à Microsoft ; M<sup>me</sup> Nawal Shalaby, Directrice du Centre pour le développement des programmes et du matériel pédagogiques (Égypte) ; M<sup>me</sup> Hana Omar, Directrice chargée du soutien social au Centre Roi Salman pour les secours et l'action humanitaires (Royaume d'Arabie saoudite).

16. Lors de la séance, des exemples d'initiatives novatrices lancées par des acteurs de la société civile et du secteur privé ont été donnés. Ces initiatives visaient à offrir des programmes éducatifs et des systèmes d'apprentissage qui tiennent compte des besoins locaux et de ceux des groupes les plus vulnérables, et à proposer des outils informatiques permettant d'assurer la continuité pédagogique pendant la crise sanitaire.

17. L'accent a également été mis sur le rôle important que le partenariat avec les pouvoirs publics et d'autres acteurs a joué dans l'élaboration des programmes d'enseignement nationaux et celui que le partenariat entre les pays de la région a eu dans les initiatives menées en matière d'éducation au profit des pays les moins avancés.



*Deuxième séance – Examen de l’objectif de développement durable n° 5  
(Égalité entre les sexes)*

18. M<sup>me</sup> Rasha Qandeel, présentatrice en chef à la BBC, a animé la séance, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : M. Magued Osman, Président exécutif et Directeur du Centre égyptien pour la recherche sur l’opinion publique (Baseera) (Égypte) ; M<sup>me</sup> Nicole Arian-Markazi, Chef du programme relatif à la qualité et à la transformation stratégique pour le Moyen-Orient et l’Afrique, Nokia ; M. Mohamed Naji, professeur à l’Institut agronomique et vétérinaire Hassan II (Maroc) ; M<sup>me</sup> Ohood Enaia, directrice générale au département de la planification et des politiques du Ministère du gouvernement local (État de Palestine).

19. La séance a permis de mettre en lumière les considérations sociales ayant des effets sur la participation des femmes sur le marché du travail, les perspectives de promotion et l’égalité salariale. Elle a également donné lieu à des discussions sur les mesures concrètes que les entreprises privées ont prises afin de modifier leurs règlements intérieurs et statuts, d’offrir des contrats adaptés aux besoins des femmes actives et d’accroître ainsi la participation des femmes à la population active et aux postes de décision.

20. Il a été souligné que la participation des femmes dans certains secteurs, tel celui des technologies, était nécessaire et qu’il fallait améliorer les conditions de travail des femmes dans l’économie bleue de sorte qu’elles y soient mieux représentées et fassent entendre leur voix par l’intermédiaire des organisations professionnelles du secteur. Les principaux aspects de la planification urbaine tenant compte des besoins des filles et des femmes, y compris celles qui travaillent ou qui sont en situation de handicap et les femmes âgées, ont également été abordés.

*Troisième séance – Dialogue de haut niveau – Dialogue entre les ministères du plan et les ministères des finances : Viser une plus grande cohérence pour reconstruire en mieux et atteindre les objectifs de développement durable*

21. Le dialogue de haut niveau était présidé par M<sup>me</sup> Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la CESAO, et animé par M. Mahmoud Mohieldin, Directeur exécutif au Fonds monétaire international et Envoyé spécial pour le financement du Programme de développement durable à l’horizon 2030. La Vice-Secrétaire générale de l’Organisation des Nations Unies, Amina Mohammed, et le Président de la Banque islamique de développement et Président du Groupe de la Banque islamique de développement, Muhammad Sulaiman Al Jasser, étaient invités d’honneur.

22. Le Secrétaire général au Ministère jordanien du plan et de la coopération internationale, M. Marwan Al Rifai, le Président du Global Institute 4 Transitions (GI4T), M. Hakim Ben Hammouda (Tunisie), la Vice-Ministre iraquienne des finances, M<sup>me</sup> Taif Sami, le Ministre libanais des finances, S. E. M. Youssef Khalil, la Ministre égyptienne de la planification et du développement économique, S. E. M<sup>me</sup> Hala El Saeed, et le Ministre yéménite de la planification et de la coopération internationale, S. E. M. Waed Abdullah Badhib ont pris part au dialogue.

23. Les intervenantes et les intervenants ont souligné qu’il importait d’assurer la cohérence et la coordination dans l’ensemble du gouvernement pour atteindre les objectifs de développement durable et reconstruire après la pandémie de COVID-19 et dans le contexte de la crise mondiale récemment provoquée par la guerre russo-ukrainienne. Le débat a permis de faire ressortir les défis posés par ces multiples crises, notamment celles liées au vaccin, à la fracture numérique, à l’insécurité alimentaire plus grande, à la hausse du prix des carburants et au renforcement des restrictions à l’accès au financement. Il a également été question des possibilités offertes par la pandémie, notamment en ce qui concerne l’élargissement des

programmes de protection sociale par les pouvoirs publics, le numérique, la durabilité et les réformes structurelles.

24. Les orateurs et les oratrices ont également appelé l'attention sur le cadre de financement national intégré, qui constitue un instrument important pour ce qui est de faciliter l'exécution des plans de développement et le financement de la réalisation des objectifs de développement durable. Il a également été souligné que les États arabes devraient passer de budgets parallèles consacrés aux objectifs de développement durable à l'adoption de budgets globaux axés sur la réalisation de ces objectifs. La nécessité de resserrer la coordination avec les institutions financières internationales et entre elles a été abordée, de même que les moyens d'y parvenir, notamment par le renforcement des partenariats, le partage des responsabilités, le financement mixte et des solutions communes.

*Quatrième séance – Débat thématique sur l'action multipartite visant à assurer une reprise verte*

25. M. Jamal Saghir, professeur à l'Institut d'étude du développement international de l'Université McGill (Canada) a animé le débat, auquel ont participé les personnalités suivantes : M<sup>me</sup> Shada El-Sharif, responsable des priorités d'investissement au service des réalisations gouvernementales du Cabinet du Premier Ministre jordanien ; M. Salim Rouhana, chef du programme de développement durable pour le Machreq à la Banque mondiale ; M<sup>me</sup> Noura Mansouri, chargée de recherche en transition énergétique et électricité au King Abdullah Petroleum Studies and Research Centre (KAPSARC) au Royaume d'Arabie saoudite ; M<sup>me</sup> Hajar Khamlichi, coordonnatrice pour la Méditerranée à Carboun ; M. Rami Ahmed, Envoyé spécial pour les objectifs de développement durable à la Banque islamique de développement ; M. Ahmed Ali Attiga, Directeur général de l'Arab Petroleum Investment Corporation (APICORP).

26. Le débat était axé sur les moyens de prendre pleinement en compte les infrastructures dans les systèmes de transformation verte, de mettre au point des interventions en cas de catastrophe au profit des travailleurs, des institutions et des communautés touchées, et de définir les priorités des institutions financières arabes en matière de transformation énergétique. L'offre et la demande d'instruments financiers verts dans la région arabe ont été analysées et l'accent a été mis sur les nouveaux outils de financement novateurs, tels que la conversion de dettes en programmes de protection de la nature, les obligations vertes et les prêts verts.

*Cinquième séance – Débat thématique sur la reprise dans les pays arabes les moins avancés.*

27. S. E. M. Nasser Yassine, Ministre libanais de l'environnement, a animé le débat, auquel ont participé les personnalités suivantes : S.E. M<sup>me</sup> Amal Saleh Saad, Ministre soudanaise du commerce et de l'approvisionnement par intérim ; M. Mohammed Al Hawri, conseiller auprès du ministre yéménite de la planification et de la coopération internationale pour les études et perspectives économiques ; M. Abderrahman Deddi, Sous-Directeur général chargé des stratégies et politiques de développement au Ministère mauritanien des affaires économiques et de la promotion des secteurs productifs ; M. Muse Mohamed Osman, Directeur de la planification au Ministère somalien du plan.

28. La communauté des donateurs et les programmes d'assistance étaient représentés par les personnalités suivantes : M<sup>me</sup> Nada Al Dossary, Chef de la Direction générale de l'information et de la communication stratégique du Programme saoudien pour le développement et la reconstruction au Yémen ; M. Abdallah Cheikh Sidi, conseiller pour les questions économiques au Fonds arabe

de développement économique et social ; M. Abdulla Al Musaiibeh, Directeur adjoint des opérations pour les États arabes au Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes ; M. Ghazi Al Mutawa, chercheur principal au Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes ; M<sup>me</sup> Rwodah Al-Naimi, Directrice chargée des partenariats stratégiques au Fonds du Qatar pour le développement.

29. L'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix a été examinée. Les participants et les participantes ont souligné l'importance de cette approche pour ce qui était de renforcer la légitimité des gouvernements et la résilience des communautés, et ont fait part de leurs expériences concrètes relatives à sa mise en œuvre dans le but, entre autres, de lutter contre la faim, en réalisant une analyse structurelle de la vulnérabilité, en définissant les priorités de manière participative et en procédant à une planification pluriannuelle.

30. Lors du débat, ont été donnés des exemples de mécanismes institutionnels qui permettent d'assurer la coordination à tous les niveaux, donnent aux organismes publics et à la communauté des donateurs les moyens de mener une action collective et d'allouer les maigres ressources avec efficacité de façon à parvenir à un équilibre entre les besoins immédiats et les besoins à long terme en matière de développement. Les modes de financement choisis par les donateurs ont également été mentionnés et l'accent a été mis sur la nécessité de les développer de manière coordonnée et intégrée, de les rendre plus souples et de veiller à ce qu'ils correspondent aux priorités nationales à long terme et contribuent au renforcement des capacités des institutions nationales.

*Sixième séance – Examen de l'objectif de développement durable n° 14  
(Vie aquatique)*

31. S. E. M<sup>me</sup> Laila Iskandar, ancienne Ministre égyptienne de l'environnement et fondatrice de CID Consulting, a animé la séance, au cours de laquelle les personnalités ci-après ont pris la parole : M<sup>me</sup> Majida Maarouf, Directrice générale de l'Agence nationale pour le développement de l'aquaculture (Maroc) ; M<sup>me</sup> Nedwa Nech, Directrice exécutive de l'organisation locale Mauritanie 2000 ; M. Imad Saoud, professeur de sciences aquatiques à l'Université américaine de Beyrouth.

32. Les discussions étaient axées sur les stratégies qui pourraient être mises en œuvre en vue d'assurer une gestion transparente et inclusive des pêches et une gestion durable des ressources communes et de faire en sorte que l'aquaculture contribue à la sécurité alimentaire et au développement économique. Il a été question, entre autres sujets abordés, des solutions à apporter aux fins de la gestion des déchets plastiques et de la nécessité de financer la recherche en sciences de la mer pour améliorer la gestion de l'océan et veiller à ce que la région tire parti des avantages économiques offerts par les nouvelles découvertes dans ce domaine.

*Septième séance – Examen de l'objectif de développement durable n° 15  
(Vie terrestre)*

33. M. Mostafa Fouda, conseiller auprès de la Ministre égyptienne de l'environnement, notamment pour les questions relatives à la biodiversité, a animé la séance, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : M<sup>me</sup> Saliha Fortas, Directrice chargée de la lutte contre la désertification et du projet de barrage vert (Algérie) ; M. Hassan Aldashti, superintendant pour la climatologie au service météorologique de la Direction générale de l'aviation civile (Koweït) ; M. Nizar Hani, Directeur général de la réserve de biosphère du Chouf (Liban) ; M<sup>me</sup> Maria Selin, responsable de la coopération pour le développement pour la région du Moyen-Orient

et de l'Afrique du Nord à l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi).

34. Les discussions ont porté sur les moyens de lutter contre la désertification et la dégradation des terres, telles les initiatives de restauration, ainsi que sur la coopération internationale, nécessaire pour relever les défis environnementaux transfrontières. Elles étaient également axées sur les stratégies globales de gestion des terres qui garantissent un équilibre entre les besoins des établissements humains et les besoins des écosystèmes environnants, ainsi que sur les liens étroits entre l'objectif de développement durable n° 15 et les autres objectifs énoncés dans le Programme 2030, dont ceux visant à éliminer la pauvreté et la faim et à parvenir à l'égalité des sexes.

*Huitième séance – Débat thématique sur l'action multipartite favorisant une transformation numérique au service d'une reprise verte*

35. M<sup>me</sup> Nermin El Saadany, Vice-Présidente régionale pour le Moyen-Orient à l'Internet Society, a animé le débat, auquel ont participé les personnalités suivantes : S. E. M. Ishaq Sider, Ministre des télécommunications de l'État de Palestine ; M. Jawad Abbassi, responsable pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à l'association des opérateurs de téléphonie mobile (GSMA) ; M. Fadi Maki, fondateur de Nudge Lebanon (Liban) ; M<sup>me</sup> Rasha Tantawy, chef du service d'aide à l'entrepreneuriat du centre d'innovation technologique et d'entrepreneuriat (TIEC/ITIDA) (Égypte) ; M. Mohamed Ben Amor, Directeur général de l'Organisation arabe des technologies de l'information et de la communication (Tunisie).

36. Le débat visait à proposer des pistes d'action concrètes pour la région arabe afin de donner une impulsion à la transformation numérique dans le cadre d'une reprise durable après la pandémie de COVID-19. Il a permis de donner un coup de projecteur sur les activités et initiatives menées pendant la pandémie en vue de répondre à la demande croissante de services Internet et de services de communication et d'assurer ainsi la continuité des opérations, de l'éducation et des activités dans d'autres secteurs. Les possibilités exceptionnelles offertes par la pandémie aux entrepreneurs dans le secteur des technologies ont également été abordées, de même que les prescriptions réglementaires visant à promouvoir le développement des start-up dans ce secteur.

37. Les points de vue de diverses parties prenantes représentant les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile ont été recueillis et le rôle des organisations régionales examiné. Le débat a montré l'importance des partenariats locaux et de l'intégration régionale entre ces acteurs, en particulier dans les domaines suivants : développement de plateformes numériques ; échange de mégadonnées, de données ouvertes et de données statistiques ; mise au point de systèmes et d'outils visant à protéger les utilisateurs. Les restrictions imposées à l'État de Palestine ont été mentionnées, de même que l'impossibilité d'étendre l'accès au réseau 3G ou 4G en raison de l'occupation, notamment dans la bande de Gaza. Les participantes et les participants ont préconisé la libéralisation de l'utilisation du réseau mobile et des autres infrastructures de réseaux pour l'accès à Internet et aux communications, ce dont bénéficieraient les utilisateurs et les économies nationales.

*Neuvième séance – Débat thématique sur les chaînes d'approvisionnement régionales axées sur la santé visant à faciliter la reprise et à améliorer la préparation aux chocs futurs*

38. M. Samer Al-Madhoun, membre du Conseil d'administration du réseau local du Pacte mondial des Nations Unies en Jordanie et Directeur de la société Muhakat

(Jordanie), a animé le débat, auquel ont participé les personnalités suivantes : M. Jameel Abualenain, contrôleur général à la Direction générale des situations d'urgence et des catastrophes et du transport médical au Ministère saoudien de la santé ; M. Shadi Saleh, Directeur du Global Health Institute et professeur en systèmes de santé à l'Université américaine de Beyrouth ; M. Nael Al-Husami, Directeur général de la Chambre d'industrie d'Amman (Jordanie) ; M. Omar Najim, Directeur du Bureau des affaires exécutives au Département de la santé (Émirats arabes unis).

39. Le débat visait à analyser l'accroissement de la production locale de produits de santé et fournitures médicales de base dans les pays arabes consécutif à l'augmentation de la demande dans le contexte de la pandémie ainsi que l'action menée pour faire face aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement dans ce domaine, répondre aux besoins des groupes de population qui en ont le plus besoin et garantir un approvisionnement équitable.

40. Le débat a permis d'attirer l'attention sur les plans, mécanismes et structures institutionnelles nécessaires aux fins de la préparation aux crises sanitaires, en particulier pour ce qui est de garantir un approvisionnement suffisant en articles médicaux consommables et en fournitures médicales de base, d'accroître les stocks correspondants et d'éviter d'avoir recours à une seule source d'approvisionnement. L'importance de la collecte et du traitement des données pour le suivi de l'état des chaînes d'approvisionnement dans le secteur de la santé a été soulignée, de même que celle de la modélisation prédictive, en vue d'anticiper les changements qui pourraient intervenir en cas de crise. Il a également été souligné que le secteur privé avait joué un rôle important dans l'accroissement de la production locale, la reconversion de la production de certaines usines et la coordination avec les entités publiques. L'objectif était de faire en sorte que l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement continue de fonctionner et que tous les groupes de population en bénéficient de manière équitable et à un coût abordable. En outre, il a été affirmé que des alliances régionales devaient être mises en place afin de surmonter les obstacles relatifs aux chaînes d'approvisionnement, notamment en vue d'assurer l'égalité d'accès de tous aux vaccins contre la COVID-19 et de les acheminer en toute sécurité, notamment dans les pays moins avancés.

#### *Dixième séance – Débat thématique sur l'inclusion sociale facilitée par la reprise*

41. M<sup>me</sup> Hania Sholkamy, professeur associée au centre de recherches sociales de l'Université américaine du Caire, a animé le débat, auquel ont participé les personnalités suivantes : S. E. M<sup>me</sup> Nivine El Kabbag, Ministre égyptienne de la solidarité sociale ; M. Hussein Al-Sheikh, Conseiller auprès de la Ministre émirienne du développement communautaire pour les affaires sociales ; M. Saleh Almshaghba, administrateur assistant à la Direction des politiques et des stratégies au Ministère jordanien du développement social ; M. Abdelouahab Belmadani, Directeur de la planification et des ressources financières au Ministère marocain de la santé et de la protection sociale ; M<sup>me</sup> Najlaa Al-Sayyad, Directrice du Fonds de protection sociale et membre du comité consultatif pour la protection sociale (Yémen). La commentatrice était M<sup>me</sup> Kaltham Ali Al Ghanim, professeur de sociologie et directrice de l'institut des études sociales et économiques (SESRI) de l'Université du Qatar. M<sup>me</sup> Maha Mazroui, responsable de la direction générale de la statistique, d'analyse et de planification stratégique au Ministère tunisien des affaires sociales, a également pris part à la séance.

42. Les moyens par lesquels les États ont étendu les programmes de protection sociale et les ont financés pendant la pandémie de COVID-19 ont été examinés lors du débat. Par exemple, des ressources budgétaires supplémentaires ont été consacrées à ces programmes, des technologies et des outils modernes ont été adoptés afin de

faciliter l'apport des fonds nécessaires, et des aides pécuniaires ont été fournies aux bénéficiaires de manière pratique et facile, sous forme de cartes prépayées, de porte-monnaie électronique, ou de virements directs.

43. Il a également été question des difficultés rencontrées, liées notamment à une coordination insuffisante entre les institutions nationales chargées des programmes de protection et les organisations régionales et internationales, et de la nécessité de créer des bases de données fiables, actualisées et précises qui pourraient contribuer à déterminer quels groupes de population ont le plus besoin d'aide.

*Onzième séance – Dialogue spécial avec la jeunesse dans la région arabe  
au sujet du rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies  
intitulé « Notre Programme commun »*

44. Le dialogue spécial a été mené sous la direction de M<sup>me</sup> Marwa Al Khairo, consultante spécialisée dans le développement international et conseillère dans le domaine du développement de la jeunesse. Les personnalités ci-après y ont participé : M<sup>me</sup> Asma Rouabhia, conseillère régionale pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord au mouvement GirlUp ; M. Ahmad Bali, Chef du Département des ressources en eaux de surface au Ministère jordanien de l'eau et de l'irrigation ; M<sup>me</sup> Alaa Chbaro, Fondatrice et Présidente exécutive de la société WonderEd (Liban) ; M. Ismail Farjia, responsable exécutif auxiliaire, Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement (Maroc) ; M<sup>me</sup> Rwan El-Jack, spécialiste des médias sociaux et coordonnatrice chargée des médias et des relations publiques à l'organisation Life Makers (Soudan) ; M<sup>me</sup> Sara Al Harthey, Directrice chargée du développement de projets à ACWA Power (Arabie saoudite) ; M<sup>me</sup> Aya Dagdou, étudiante en médecine à l'Université de Monastir (Tunisie) ; M<sup>me</sup> Tamara Al Tibi, avocate (État de Palestine). En outre, une déclaration préenregistrée de l'Envoyée du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse, M<sup>me</sup> Jayathma Wickramanayake, a été diffusée. M. Jaafar Abdul Karim, journaliste à la radio allemande Deutsche Welle, était invité d'honneur.

45. Après avoir parlé de leurs expériences personnelles et de ce qui les avait amenés à choisir tel ou tel domaine d'activité, les participantes et les participants ont parlé des transformations majeures souhaitées par la jeunesse ainsi que des priorités sur lesquelles il fallait concentrer l'attention et des solutions et partenariats requis pour opérer ces transformations. Lors du dialogue, l'importance de questions centrales a été soulignée, notamment les suivantes : mettre au point des mécanismes permettant de garantir la participation des jeunes à la prise de décisions ; investir dans l'économie verte et le progrès technique de façon à offrir des possibilités d'emploi décent aux jeunes ; proposer des solutions pour atténuer les effets des changements climatiques et s'y adapter ; dans le domaine de l'éducation, adopter une approche axée sur la législation et le droit plutôt qu'une approche globale ; investir dans des systèmes éducatifs propices au développement de l'esprit critique et au renforcement des compétences ; promouvoir la citoyenneté et l'égalité des sexes. L'accent a également été mis sur l'importance de la volonté politique, de l'action pour la paix et de la sécurité dans les pays de la région, du renforcement des capacités et de l'investissement dans les infrastructures qui facilitent le développement.

## C. Séances spéciales

46. Lors du Forum, 12 séances spéciales ont été organisées. Certains objectifs de développement et dimensions du développement ont fait l'objet d'un examen approfondi, fondé sur le thème et les objectifs du Forum. On trouvera ci-après un résumé des débats de ces séances.



*Première séance spéciale – Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes : que signifie-t-elle pour la région arabe?*

47. M<sup>me</sup> Aseel Al Mukhaimer, responsable de projet à l'organisation JOHUD (Jordanie), a animé la séance, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : M. Khalil Abdulhamid Abu Afifa, spécialiste en sylviculture et environnement au bureau régional pour le Machreq de l'Organisation arabe de développement agricole (OADA), représentant S. E. M. Ibrahim Adam Al-Dukheri, Directeur général de l'OADA ; M. Naser Eddin Al Obaid, Directeur général du Centre arabe pour l'étude des zones arides et des terres sèches (ACSAD) (République arabe syrienne) ; M<sup>me</sup> Maya Nehme, Directrice exécutive de la Lebanon Reforestation Initiative (Liban) ; M. El Mostafa Darfaoui, consultant international indépendant en terrains de parcours, ressources naturelles et environnement (Maroc).

48. À cette séance, l'accent a été mis sur la nécessité de faire prendre conscience de l'importance d'écosystèmes sains pour les moyens de subsistance dans la région arabe et des coûts que la région devra supporter si rien n'est fait pour restaurer les écosystèmes. Il a également été question des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes et de ce qu'elle signifiait pour la région arabe, de la nécessité d'élaborer un plan d'action et d'adopter des politiques et des stratégies à long terme en vue de faire face aux menaces graves pesant sur les écosystèmes de la région. L'attention a en outre été attirée sur les attentes des pays concernant le rôle de premier plan qu'ils pourraient jouer de sorte que l'ensemble des acteurs concernés se mobilisent afin d'éviter, d'enrayer et d'inverser la dégradation des écosystèmes aux niveaux national et régional.

*Deuxième séance spéciale – Mécanisme de suivi des dépenses sociales : améliorer l'efficacité budgétaire pour atteindre les objectifs de développement durable*

49. M. Ibrahim Elbadawi, Directeur général du Forum de recherche économique, a animé la séance, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : S. E. M<sup>me</sup> Nivine El Kabbag, Ministre égyptienne de la solidarité sociale ; M<sup>me</sup> Sihem Nemsia, Ministre tunisienne des finances ; M. Maher Hammad Johan, Vice-ministre iraquien du plan ; M. Abdelhakim Shibli, Secrétaire général du Ministère jordanien des finances ; M. Markus Loewe, chef de l'équipe de recherche sur la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de l'Institut allemand de développement ; M. Ziad Abdel Samad, Directeur exécutif du Réseau d'ONG arabes pour le développement.

50. À cette séance, il a été souligné que, pour assurer un relèvement inclusif et durable après la pandémie de COVID-19, il fallait non seulement accroître les dépenses mais également améliorer leur efficacité, et qu'il s'agissait d'une priorité absolue en matière de gestion des dépenses publiques. L'ensemble des participantes et participants ont affirmé avec force qu'un grand nombre de gouvernements de la région arabe avaient encore beaucoup de mal à faire en sorte que les budgets soient équitables, efficaces et efficients compte tenu de la faiblesse des mécanismes de contrôle de la qualité, des lacunes dans la gestion des finances publiques et de l'absence d'un outil efficace favorisant les dépenses sociales et facilitant l'analyse de la viabilité budgétaire.

51. Le mécanisme de suivi des dépenses sociales, qui permet de fournir aux décideurs des informations sur la question, a été examiné, de même que les principales conclusions et recommandations formulées dans le rapport que devraient prochainement publier la CESA, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur le suivi des dépenses sociales dans les États arabes visant à rendre les budgets publics plus équitables, efficaces et efficients pour atteindre les objectifs de développement durable.

*Troisième séance spéciale – Normes sociales et violence fondée sur le genre*

52. M<sup>me</sup> Mayssaloun Nassar, journaliste à France 24, a animé la séance, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : M<sup>me</sup> Lina Abou-Habib Directrice de l'institut Asfari pour la société civile et la citoyenneté à l'Université américaine de Beyrouth ; M<sup>me</sup> Insaf Fathallah, inspectrice au Ministère tunisien de l'éducation ; M<sup>me</sup> Marwa Sharafeldin, conseillère principale à l'organisation Musawah ; M. Majd Ghraizi, coordonnateur de projet à l'organisation de lutte contre la violence et l'exploitation, KAFA (Liban). La commentatrice était M<sup>me</sup> Elena Panova, Coordinatrice résidente des Nations Unies en Égypte.

53. Les participantes et les participants ont abordé la question des normes sociales et réfléchi à la manière dont ces normes jouaient sur la violence fondée sur le genre et contribuaient à façonner les vues et les comportements concernant la violence faite aux femmes. Les obstacles à de réels changements positifs dans ce domaine ont ensuite été examinés, de même que les politiques et mesures nécessaires pour faire des progrès et protéger les femmes et les filles contre la violence.

54. L'attention a été portée sur l'expérience de la Tunisie concernant la promotion de normes sociales positives dans les programmes d'enseignement, notamment par une éducation complète à la sexualité et l'éducation aux droits humains. Des exemples de bons résultats obtenus par des organisations de la société civile ont été donnés. Il a en outre été question des difficultés à opérer des changements sur le lieu de travail et à faire évoluer les normes sociales et du rôle que les jeunes peuvent jouer à cet égard.

*Quatrième séance spéciale – Jeunes passant de l'apprentissage à un travail décent dans la région arabe : obstacles et possibilités*

55. M. Ahmad Khamisi, jeune militant et membre d'un groupe consultatif de la jeunesse auprès de l'UNICEF (Jordanie), a animé la séance. Un groupe de jeunes de la région arabe a participé à la préparation, à la conduite et à la facilitation de dialogues avec plusieurs spécialistes et parties prenantes de la région. Les personnalités ci-après ont participé à cette séance spéciale : M. Nader Kabbani, auteur principal du rapport intitulé « The transition from learning to work » et directeur exécutif de Legacy Social Development Advisory ; M<sup>me</sup> Lama Al-Natour, chef du service chargé de la coordination des questions de développement au Ministère jordanien de l'éducation ; M. Ghali Jorio, Président du Moroccan Youth Social Entrepreneurs Group (Maroc) ; M<sup>me</sup> Samar Thawabteh, membre de l'académie des jeunes dirigeants de la Confédération syndicale arabe (État de Palestine) ; M<sup>me</sup> Emmanuelle Roure, chef d'équipe (voisinage) à la Direction générale des affaires internationales de la Commission européenne.

56. La séance, conduite par des jeunes, a été l'occasion d'un échange de vues entre divers acteurs (représentant des gouvernements, des organisations de jeunes, le secteur privé et la communauté des donateurs) sur les difficultés liées à la transition de l'apprentissage à l'emploi dans la région arabe, compte tenu notamment de la faible capacité d'absorption des marchés du travail face à l'accroissement rapide de la population en âge de travailler.

57. De l'avis des participantes et des participants, une réforme des systèmes éducatifs (éducation formelle et formation professionnelle) est nécessaire et prioritaire dans la région, de meilleurs résultats doivent être obtenus en matière d'éducation afin d'offrir plus de possibilités d'emploi aux jeunes, des stratégies et des politiques visant à améliorer l'employabilité des jeunes doivent être élaborés, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19, dont les effets ont été ressentis de manière disproportionnée par les jeunes qui ont poursuivi leur scolarité,



sont entrés sur le marché du travail ou ont trouvé un emploi précaire. Les discussions s'appuyaient sur les résultats de l'étude réalisée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'UNICEF sur le passage de jeunes de l'apprentissage à un travail décent dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

*Cinquième séance spéciale – Comment les institutions supérieures de contrôle des finances publiques peuvent-elle faciliter la reprise après la pandémie de COVID-19 et la réalisation des objectifs de développement durable dans la région arabe ?*

58. M. Karam, conseiller régional pour gouvernance à la CESAO, a animé la séance, à laquelle ont participé les personnalités ci-après : M. Mohamed Abu Zayd, Directeur général de l'Organisation centrale d'audit (Égypte) ; M. Saleh Mousa Mosleh, chef de la Direction générale du contrôle des services sociaux et culturel au Bureau du contrôle financier et administratif de l'État de Palestine ; M. Agung Firman Sampurna, Président de la Cour des comptes de la République d'Indonésie ; M<sup>me</sup> Archana Shirsat, Directrice générale adjointe du Département du contrôle supérieur professionnel et des organismes supérieurs de contrôle financier et de comptabilité liés à l'Initiative de développement de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) ; M. Osama Al Azzam, Directeur général de la Cities and Villages Development Bank (Jordanie) ; M. Adel Abdulaziz Al-Sarawi, Vice-Président de la Cour des comptes du Koweït ; M<sup>me</sup> Kinda Hattar, conseillère régionale pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à Transparency International. Le commentateur était M. Arnaud Peral, Coordonnateur résident des Nations Unies en Tunisie.

59. À la séance, l'accent a été mis sur le rôle joué par les institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans la promotion des normes de transparence et de responsabilité et la réalisation des objectifs de développement durable. Il a été question des éléments et dispositifs requis pour les aider à jouer leur rôle de manière plus efficace, tel le renforcement des partenariats stratégiques entre ces institutions et entre les pouvoirs exécutif et législatif et les organisations de la société civile, afin que les rapports d'audit aient une plus forte résonance. L'attention a ensuite été portée sur l'expérience des institutions indonésienne et palestinienne dans ce domaine. Les participantes et les participants ont réfléchi à la façon dont les institutions supérieures de contrôle des finances publiques pourraient contribuer davantage à l'examen et au suivi de la mise en œuvre du Programme 2030, aux mesures à prendre afin de leur donner les moyens d'assurer un relèvement après la pandémie de COVID-19 qui soit soucieux de l'environnement, porteur de changement, centré sur l'être humain et ne laisse personne de côté.

*Sixième séance spéciale – Risques climatiques transfrontières dans la région arabe : approches et solutions*

60. M. Tarek Alkhoury, Coordonnateur régional chargé du programme sur l'efficacité des ressources et des modes de consommation et de production durable au Bureau régional du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour l'Asie occidentale, a animé la séance, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : M. Ali Al-Dousari, Président de l'Institut koweïtien pour la recherche scientifique ; M. Nadim Farajalla, Directeur du Programme sur les changements climatiques et l'environnement à l'institut Issam Fares de l'Université américaine de Beyrouth ; M. Yousif, directeur chargé des relations internationales au Ministère iraquien de l'environnement.

61. La discussion était axée sur les principaux risques liés aux changements climatiques transfrontières dans la région arabe (incendies, criquets, tempêtes et

dunes de sable, entre autres) et leurs répercussions sur la paix et la sécurité au niveau local. Les participants étaient unanimes à considérer que l'adaptation aux changements climatiques n'était pas seulement une préoccupation nationale mais constituait également un défi commun à relever aux niveaux régional et mondial et qu'une coordination et une coopération entre tous les États arabes ainsi qu'avec les pays voisins dans la région et l'ensemble des autres parties prenantes s'imposaient.

62. L'accent a été mis sur la nécessité de commencer à proposer des solutions concrètes intégrées afin de réduire les risques climatiques. L'extension du couvert végétal et des espaces verts a été mentionné comme moyen d'atténuer les effets des tempêtes de sable. La mise en place d'un groupement régional de lutte contre les tempêtes de poussière a été proposée en vue de coordonner l'action menée par les pays de la région pour faire face à ce phénomène climatique de plus en plus problématique.

*Septième séance spéciale – Renforcer la résilience face à la COVID-19 et aux changements climatiques dans les zones urbaines grâce à des solutions novatrices*

63. M. Elie Mansour, chef du Groupe de l'urbanisme et de l'aménagement urbain au Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (Liban), a animé la séance, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : M. Riad Meddeb, Directeur par intérim du Centre mondial du PNUD pour la technologie, l'innovation et le développement durable (GS-TISD) à Singapour ; M. Raza Siddiqui, Président exécutif du groupe arabe de soins de santé et directeur exécutif de l'hôpital Ras al-Kheïma (Émirats arabes unis) ; M. Salaheldin Agab Sulfab Ahmed, directeur du service de formation du fleuve Gash à Kassala (Soudan) ; M. Belal Shqarin, directeur chargé de la question des changements climatiques au Ministère jordanien de l'environnement ; M<sup>me</sup> Marwa Barakat, consultante spécialisée en urbanisme et développement urbain au bureau de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) au Caire.

64. À cette séance, un coup de projecteur a été donné sur des solutions novatrices, nécessaire à l'échelle de la ville pour renforcer la résilience urbaine, un élément essentiel au relèvement après la pandémie et déterminant pour faire face aux aléas climatiques. Des solutions efficaces appliquées dans des villes arabes ont été présentées. Elles ont été mises en œuvre dans des situations difficiles et divers contextes, tels des conflits ou des différents niveaux de revenus (élevé ou intermédiaire), afin de faciliter le relèvement et bâtir des villes résilientes, en axant les efforts sur quatre domaines : les défis du changement climatique, la gestion de l'eau, les infrastructures et l'administration de la santé. Les éléments clés des innovations intégrées en matière de résilience urbaine ont été abordés, de même que les nouvelles lacunes identifiées et les recommandations qui pourraient être formulées à l'intention des conseils municipaux, des gouvernements et des communautés.

*Huitième séance spéciale – Promouvoir l'action visant à éliminer la faim dans la région arabe : défis et voie à suivre*

65. M. Jean-Marc Faurès, chef de programme régional au Bureau régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, a animé la séance. M<sup>me</sup> Nada Al-Ajizi, Chef du Département du développement durable et de la coopération internationale de la Ligue des États arabes, M. Abdulhakim Elwaer, Sous-Directeur général de la FAO et Représentant régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, et M<sup>me</sup> Kate Newton, Directrice régionale adjointe pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au Programme alimentaire mondial (PAM), ont prononcé des déclarations liminaires.

66. Les personnalités ci-après ont également pris la parole : M. Wadid Erian, conseiller principal pour le développement durable à Ligue des États arabes ; M<sup>me</sup> Rasha Al-Ardi, spécialiste de l'administration de la santé à l'UNICEF ; M. Saad Hatem Al-Maaini, président de la commission chargée de l'élaboration de la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire (Iraq) ; M<sup>me</sup> Fatima Elhassan Eltahir, chef du Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire (Soudan) ; M. Mohamed Ait-Kadi, Président du Conseil général du développement agricole (Maroc).

67. À cette séance, l'attention était axée sur l'état d'avancement de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2 dans la région, les progrès accomplis en vue d'éliminer la faim, ainsi que sur la prévention de toutes les formes de malnutrition et les défis à relever. Le cadre stratégique pour l'élimination de la faim dans la région arabe a été présenté. Lancé en février 2022, il vise à renforcer la coopération entre les pays arabes, à faciliter une concertation régionale et à élaborer des stratégies concernant la sécurité alimentaire et la nutrition durables, la croissance agricole inclusive et le développement social et économique.

68. La discussion a également porté sur les facteurs qui favorisent l'élimination de la faim dans la région et contribuent à prévenir toutes les formes de malnutrition et à reconstruire en mieux après la pandémie de COVID-19. Les expériences du Soudan et du Maroc dans ce domaine ont été présentées, de même que celle de l'Iraq, où l'accent a été mis sur les difficultés liées à l'élaboration en cours de la stratégie nationale concernant la sécurité alimentaire.

*Neuvième séance spéciale – Examen des méthodes et ressources modernes de collecte de données visant à améliorer la qualité des données pour assurer un relèvement inclusif et atteindre les objectifs de développement durable dans la région arabe*

69. La séance s'est déroulée en deux parties. M. Haidar Fraihat, Directeur du groupe Statistiques, société de l'information et technologie de la CESAO, a animé la première partie, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : M<sup>me</sup> Neda Jaafar, chef du groupe chargé de la politique statistique et de la coordination à la CESAO ; M. Mohamed Saeed Almohannadi, chef de la direction de la statistique au Bureau de la planification et des statistiques (Qatar) ; M<sup>me</sup> Nabila Maachou, Directrice d'études à la Cour des comptes (Algérie).

70. M. Nabil Mohammad BenShams, Directeur général du Centre de statistique du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, a animé la seconde partie, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : M. Luay Shabaneh, Directeur du Bureau régional des États arabes du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ; M<sup>me</sup> Sawsan Dawood Al-Lawatia Mahmoud Al-Letita, chef de la Direction générale de l'information au Centre national de la statistique et de l'information (Oman) ; M. Haidar Fraihat, CESAO ; M. Dhiaa Khadum, chef du Bureau central de statistique (Iraq) ; M<sup>me</sup> Irena Vojáčková-Sollorano, Coordinatrice résidente des Nations Unies en Iraq.

71. Lors de la première partie de la séance, l'accent a été mis sur les lacunes en matière de données relatives aux objectifs de développement durable, un problème souvent aggravé par une mauvaise coordination des systèmes statistiques nationaux dans la région arabe. Les expériences du Qatar et de l'Algérie ont été présentées. Elles visaient à améliorer la disponibilité et la qualité des données.

72. Lors de la seconde partie de la séance, les participantes et les participants ont parlé des progrès accomplis dans la réalisation de recensements de la population et des logements dans les États arabes, et, en s'appuyant sur l'expérience de l'Iraq, ont réfléchi aux difficultés et obstacles auxquels les pays arabes devaient faire face, dont

ceux liés à la pandémie de COVID-19. L'attention s'est ensuite portée sur l'expérience d'Oman concernant l'utilisation des registres administratifs et des efforts faits afin que les données qui en sont tirées soient utilisées à des fins statistiques. Il a été souligné que les partenariats comptaient et qu'il importait de définir les responsabilités des différentes parties, d'assurer la compatibilité des systèmes électroniques employés pour les différents registres et de préserver la confidentialité des données. L'accent a en outre été mis sur la nécessité d'accorder l'importance voulue à la réalisation de recensements de la population et des logements et à l'adoption de technologies modernes et de nouvelles méthodes dans les pays où il est difficile de procéder à des recensements pour des raisons politiques ou économiques.

*Dixième séance spéciale – Transformation technologique dans le secteur des transports : obstacles et possibilités dans la région arabe*

73. M. Yarob Badr, Conseiller régional pour les transports et la logistique à la CESAO, a animé la séance, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : M<sup>me</sup> Nibal Idlebi, Chef de la Section de l'innovation à la CESAO ; M. Khalid Al Hogail, Président de l'Union arabe des transports terrestres (AULT) ; M. Mahmoud Al Abdullatt, Vice-Président de l'Union internationale du transport routier de voyageurs (Turquie) ; M. Moustafa Hani Shakib, directeur chargé de la stratégie et des meilleures pratiques commerciales à Almajdouie, un groupe d'entreprises saoudien ; M. Rami Karout, conseiller pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à l'Union internationale des transports routiers ; M. Khaled Al-Sakty, doyen de la faculté des transports internationaux et de la logistique à l'Arab Academy for Science, Technology and Maritime Transport.

74. La discussion a porté sur le rôle central que joue le numérique dans le développement des moyens transports et l'amélioration de leur efficacité ainsi que sur les retombées économiques positives à long terme, malgré le coût élevé à court terme de cette technologie. Il a été affirmé que, même si le secteur des transports avait subi des pertes pendant la pandémie de COVID-19, les mesures et restrictions imposées durant la crise sanitaire avaient ouvert d'importantes possibilités. On a ainsi observé une amélioration des services de transport grâce à l'utilisation accrue des nouvelles technologies numériques pour les transactions et paiements sans contact, une baisse du nombre d'accidents de la circulation et une diminution des nuisances sonores et de la pollution atmosphérique, parallèlement au développement de transports durables garantissant la sécurité des usagers. Certains participants ont fait remarquer qu'afin de pouvoir continuer d'adopter ces technologies dans le secteur des transports, il fallait mettre en place la législation et la réglementation requises, sensibiliser les acteurs du secteur à cette question et renforcer les capacités de ces derniers. Selon eux, il importe que les pays de la région échangent des informations sur les opérations de transport, ce qui faciliterait la gestion des risques et accroîtrait l'efficacité. Par ailleurs, il a été proposé de créer un fonds arabe pour la recherche et le développement dans le domaine de l'intelligence artificielle dans les secteurs des transports et de la logistique.

*Onzième séance spéciale – Prise en compte de la nature dans les investissements du secteur privé : énergies renouvelables respectueuses de la nature et écotourisme dans la région arabe*

75. M. Adel Soliman, Directeur adjoint chargé du projet sur les oiseaux planeurs migrateurs au PNUD (Égypte), a animé la séance, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : M<sup>me</sup> Yulia Isaeva, spécialiste régionale du changement climatique et de l'environnement au PNUD (Jordanie) ; M. Osama Al Nouri, Directeur régional chargé du projet sur les oiseaux planeurs migrateurs à BirdLife International (Jordanie) ; M. Tris Allinson, haut responsable scientifique

(international) à Birdlife International (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ; et M. Faisal Eissa, Directeur général de Lekela Egypt (Égypte) ; M. André Béchara, fondateur et Directeur exécutif de Great Escape (Liban).

76. À cette séance, les enseignements à retenir et les meilleures pratiques adoptées dans le cadre du projet sur les oiseaux planeurs migrants, exécuté par l'organisation BirdLife International en collaboration avec le PNUD, ont été mis en avant. La discussion a porté sur le dispositif mis en place afin de faciliter l'exécution du projet dans les pays partenaires situés le long de la voie de migration mer Rouge/vallée du Rift et d'aider notamment cinq pays arabes (Djibouti, l'Égypte, la Jordanie, le Liban et le Soudan) à généraliser l'application de solutions respectueuses de la nature dans les secteurs des énergies renouvelables et du tourisme, l'accent étant mis sur les partenariats avec le secteur privé. Les participants ont souligné l'importance de la voie de migration mer Rouge/vallée du Rift pour les oiseaux planeurs migrants et fait observer que la cartographie des zones sensibles pour les oiseaux pouvait contribuer à repérer des sites propices à l'installation de parcs éoliens et de fermes photovoltaïques et à réduire les dangers que les infrastructures représentaient pour les oiseaux. Il a été souligné que l'écotourisme et l'observation ornithologique pouvaient ouvrir des possibilités économiques aux populations locales et transformer ces communautés en zones de protection des habitats.

*Douzième séance spéciale – rôle des médias et de la publicité dans la promotion de l'émancipation économique des femmes dans les pays arabes.*

77. M<sup>me</sup> Rasha Qandeel, présentatrice d'un programme bilingue à BBC News Arabic, a animé la séance, lors de laquelle les personnalités ci-après ont pris la parole : M<sup>me</sup> Carla Sertin, editrice au sein de l'équipe Énergie et construction à ITP Media Group (Liban) ; M<sup>me</sup> Natalie Shardan, directrice exécutive de Serviceplan Middle East ; M<sup>me</sup> Rana Ahmad, rédactrice principale (arabe) à Serviceplan Middle East ; M<sup>me</sup> Valentina Bollenback, directrice régionale à Magenta Consulting.

78. La discussion a porté sur le rôle que les médias peuvent jouer dans la promotion de l'émancipation économique et du leadership des femmes, notamment en contribuant au discours régional de façon à ce que les femmes et les filles puissent se faire entendre, leurs expériences soient mises en avant et les stéréotypes liés au genre et les normes sociales négatives soient combattus. À cette séance, un coup de projecteur a été donné sur des initiatives telles que le Pacte médiatique de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et les Principes d'autonomisation des femmes, qui fournissent aux entités du secteur privé du monde entier les outils nécessaires pour créer des lieux de travail prenant en compte l'égalité des sexes.

## **D. Manifestations spéciales**

79. Deux manifestations spéciales ont été organisées dans le cadre du Forum. La première était consacrée au rapport sur le financement du développement durable en Égypte. Lors de la seconde, le prix du contenu numérique arabe a été décerné. Enfin, la table ronde sur les examens nationaux volontaires était consacrée à l'examen et au suivi de la mise en œuvre du Programme 2030 à l'échelle infranationale et à la question de la lutte contre les inégalités.

*Manifestation spéciale consacrée au rapport sur le financement du développement durable en Égypte*

80. M<sup>me</sup> Hania Sholkamy, professeur associée au centre de recherches sociales de l'Université américaine du Caire, a animé la réunion. M. Mahmoud Mohieldin,

Directeur exécutif au Fonds monétaire international et Envoyé spécial pour le financement du Programme de développement durable à l'horizon 2030, a présenté le rapport sur le financement du développement durable en Égypte.

81. Les personnalités ci-après ont pris part à la discussion : M. Navid Hanif, Directeur du Bureau du financement du développement durable (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ; M. Sylvain Merlen, Représentant résident adjoint du PNUD en Égypte ; M. Khalid Abu-Ismaïl, Chef de la Section de la pauvreté et du développement économique de la CESAO.

82. L'objectif de discussion régionale était de présenter les résultats du rapport sur le financement du développement durable en Égypte, notamment en ce qui concerne l'état d'avancement global de la réalisation des objectifs de développement durable, le cadre de financement national intégré, les flux financiers publics, l'administration de la dette, le commerce et la réalisation du développement durable à l'échelle locale.

83. La manifestation spéciale visait également à donner le coup d'envoi de la phase suivante de l'action coordonnée relative aux réformes proposées pour financer les plans sectoriels de développement durable et les cadres macroéconomiques en Égypte, qui font partie intégrante du cadre de financement national intégré élaboré sur le plan local, cadre sur lequel s'appuient la deuxième vague de réformes structurelles et le passage à la transformation structurelle axée sur les objectifs de développement durable. Elle visait aussi à encourager d'autres États, arabes ou non, à établir un tel rapport type.

#### *Prix du contenu numérique arabe*

84. La manifestation spéciale visait à annoncer les lauréats du prix du contenu numérique arabe lancé en 2021 par la CESAO. Des informations ont été données sur les objectifs du prix, les conditions de participation, les critères d'évaluation du contenu, le comité directeur, le jury et le comité de l'information publique ainsi que sur les deux catégories dans lesquelles le prix était décerné, à savoir les institutions et les jeunes entrepreneurs.

85. En ce qui concerne les institutions, les produits numériques arabes entrant dans cette catégorie devaient soutenir la réalisation des objectifs de développement durable et être présentés par des institutions du secteur public ou privé, des universités, des organisations non gouvernementales, des organisations de la société civile ou d'autres parties prenantes. En ce qui concerne les jeunes entrepreneurs, entraient dans cette catégorie les nouveaux produits numériques arabes mis au point par de jeunes entrepreneurs âgés de 18 à 35 ans et soutenant la réalisation des objectifs de développement durable.

86. Dans la catégorie des institutions, le prix a été décerné à Easy Laws (Liban), à Kamkalima (Liban), à Mahara Tech (Égypte), à l'application Jeel (Égypte) et à la plateforme électronique Madrasa (Émirats arabes unis). Dans la catégorie des jeunes entrepreneurs, le prix a été décerné aux plateformes Alkhattat (Royaume d'Arabie saoudite), Soundeals (Émirats arabes unis) et Basma, une application facilitant le suivi pédagogique.

#### *Table ronde sur les examens nationaux volontaires : examen et suivi de la mise en œuvre du Programme 2030 à l'échelle infranationale et lutte contre les inégalités*

87. M<sup>me</sup> Jana El Baba, spécialiste du développement durable à la CESAO, a animé la table ronde, à laquelle ont participé les personnalités suivantes : M. Akram Khraisat, Directeur de l'observatoire urbain à la municipalité du Grand Amman (Jordanie) ; M<sup>me</sup> Mona Fayed, chef du service du développement durable au Ministère



égyptien de la planification et du développement économique ; M. Muhammed Al Sayyed, directeur général chargé du développement régional et local au Ministère iraquien du plan ; M<sup>me</sup> Yaqeen Jomaa, directrice chargée du plan dans la province du Dhi Qar au Ministère iraquien du plan ; M. Mustafa Khawaja, spécialiste en statistique (État de Palestine) ; M. Yehia Ibrahim, responsable de la commission pour l'inclusion sociale et de la commission pour l'égalité des genres à la section Moyen-Orient et Asie de l'Ouest de Cités et Gouvernements Locaux Unis.

88. La table ronde a permis de donner un coup de projecteur sur les expériences de la Jordanie, de l'Iraq et de l'Égypte dans la conduite d'examens volontaires nationaux ou infranationaux relatifs aux objectifs de développement durable, en mettant notamment l'accent sur les outils et méthodes utilisées. Ces expériences ont montré que les examens réalisés au niveau local permettaient de faire plus facilement participer les populations locales à la mise en œuvre du Programme 2030 à l'échelle locale, dans un esprit d'ouverture et de manière inclusive et transparente. Il en est également ressorti que de tels examens présentaient un intérêt sur le plan national, comme outil d'évaluation qui facilitait la planification nationale visant à ne laisser personne de côté et à lutter contre les inégalités. La question des difficultés liées aux statistiques à l'échelle locale a également été abordée et, à cet égard, l'accent a été mis sur le rôle des différents acteurs dans le règlement du problème du manque de données. Les participantes et participants se sont arrêtés sur des expériences fructueuses menées dans la région ou ailleurs dans le monde par des autorités locales qui avaient pris en compte les droits des groupes marginalisés, tels les migrants, et les enfants dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable au niveau local.

## **E. Séance de clôture**

89. Enfin, le Président du Forum, S. E. M. Nasser Shraydeh, a remercié la CESAO et les partenaires de la Commission, à savoir la Ligue des États arabes et les entités des Nations Unies menant des activités dans la région, d'avoir organisé le Forum. Il a affirmé que le Royaume hachémite de Jordanie s'engageait à transmettre au forum politique de haut niveau qui se réunirait à New York en juillet 2022 les messages du Forum, et ferait son possible pour que ceux-ci occupent une place importante dans la déclaration ministérielle qui y sera adoptée.

90. M<sup>me</sup> Rola Dashti a remercié le Royaume hachémite de Jordanie d'avoir présidé le Forum et a également remercié tous les participants et participantes et partenaires qui ont contribué à son succès. Elle a souligné que la CESAO ne doutait pas que le rôle des jeunes était prometteur et réaffirmait son attachement à une approche participative faisant intervenir tous les États arabes et les partenaires régionaux et internationaux en vue d'assurer la prospérité des pays et à la dignité humaine dans la région arabe.

## **III. Participation**

91. Le Forum a réuni 2 447 participantes et participants (219 en présentiel, à la Maison des Nations Unies à Beyrouth, et 2 228 à distance), dont des représentantes et représentants de haut niveau de gouvernements, de parlements, de la société civile, de groupes de jeunes, de centres d'expertise, du secteur privé, d'organisations régionales, arabes et internationales, d'acteurs régionaux du développement durable, des institutions d'audit, de fonds de financement dans la région arabe, d'un certain nombre de médias ainsi que des organisateurs, à savoir des entités des Nations Unies menant des activités dans la région arabe, la Ligue des États arabes et la CESAO.

92. Les 21 États arabes ci-après étaient représentés, en présentiel ou à distance, par des délégations : Émirats arabes unis, État du Koweït, État de Libye, État de Palestine, État du Qatar, République algérienne démocratique et populaire, République arabe d'Égypte, République arabe syrienne, République de Djibouti, République fédérale de Somalie, République d'Iraq, République islamique de Mauritanie, République libanaise, République du Soudan, République tunisienne, République du Yémen, Royaume d'Arabie saoudite, Royaume de Bahreïn, Royaume hachémite de Jordanie, Royaume du Maroc et Sultanat d'Oman.

93. L'Organisation des Nations Unies était représentée par la Vice-Secrétaire générale et le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les entités des Nations Unies ci-après étaient également représentées : Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, FAO, FNUAP, OIT, ONU-Habitat, ONU-Femmes, Organisation internationale pour les migrations, Organisation mondiale de la Santé, PAM, PNUE, PNUD, UNESCO, UNICEF. Un grand nombre de coordonnateurs résidents pour les pays arabes ont également participé au Forum.



**Annexe****Documents finals des réunions préparatoires du Forum arabe pour le développement durable et du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2022**

Forum parlementaire de la région arabe sur le Programme 2030 ( décembre 2021)

[https://www.unescwa.org/ar/events/-Parliamentary Forum-2021-On-Plan-Sustainable Development-2030-In-Region-Arab](https://www.unescwa.org/ar/events/-Parliamentary%20Forum-2021-On-Plan-Sustainable%20Development-2030-In-Region-Arab)

Réunion consultative sur les dimensions environnementales du Programme de développement durable, axée sur le rôle des solutions fondées sur la nature dans la préservation de la biodiversité, la lutte contre la désertification et le renforcement de la résilience (16 février 2022)

<https://www.unescwa.org/sites/default/files/event/materials/Meeting%20Report%20Final.pdf>

Forum de la jeunesse et la réunion régionale des organisations de la société civile sur le développement durable (12-14 mars 2022)

[https://annd.org/ar/publications/details/Sfed-Youth Forum-And RegionalMeeting-CivilSocietyOrganizations-On-Sustainable Development-12-13-14-March-2022](https://annd.org/ar/publications/details/Sfed-Youth%20Forum-And%20RegionalMeeting-CivilSocietyOrganizations-On-Sustainable%20Development-12-13-14-March-2022)

---